

RÉFORME OU DÉCLIN ?

L'histoire économique de ces soixante-dix dernières années aura montré qu'aux années de marasme succèdent toujours des années de croissance, sinon de prospérité. Si l'on croit donc à cette régulière et curieuse instabilité de l'activité économique, gouvernants et population devraient modifier leur comportement : un peu moins d'endettement au cours des périodes fastes, un peu moins de pessimisme dans les périodes de crise. Rien d'autre, en somme, que la gestion bien tempérée de cycles qui se reproduisent souvent à l'identique. Et pourtant, l'homme est inquiet en ce début d'année 2015, et semble douter d'un retour à la prospérité. En vérité, il s'inquiète autant qu'il s'interroge.

Il s'inquiète, de façon objective, sur le ralentissement des échanges mondiaux qui est entré en 2012-2013 dans une phase de croissance molle qui semble vouloir durer. Pour la première fois se conjuguent facteurs conjoncturels ou cycliques, qui font craindre le pire pour le commerce, les échanges, et la production : irrégularité de la croissance, possible déflation, persistance des tensions géopolitiques, faiblesse de la demande en Europe, épice de la crise, changement de modèle de la production internationale, notamment en Chine, où les entreprises recourent davantage aux produits domestiques. Tout cela concourt à ralentir le commerce mondial, ce qui impacte la croissance. Ces différentes données interpellent une opinion qui passait, hier encore, d'une croyance extrême à l'autre : de la prospérité perpétuelle à la crise perpétuelle. Aujourd'hui, elle en vient à douter de l'existence même de ce cycle : ne serions-nous pas, et pour longtemps, à la fin de cet âge d'or, où les échanges de marchandises progressaient plus vite que le produit intérieur brut ? Peut-être l'homme s'interroge-t-il aussi sur son avenir, le progrès, la jouissance d'une consommation immédiate sans souci du futur ? Peut-être le modèle de l'« *Homo economicus* » a-t-il vécu ? Et qu'il est temps de prendre son temps pour se consacrer à l'inutile, c'est-à-dire aux seules choses vraiment essentielles,

sans lien avec la satisfaction, l'utilité et le progrès dont Stendhal disait : « *Le siècle progresse ! Quel joli mot qui rime avec graisse* ».

I. L'EUROPE VULNÉRABLE

Quoi qu'il en soit, le mot tinte étrangement aux oreilles de ceux qui vivent sur le Vieux Continent, plus que jamais vulnérable, et politiquement divisé. Comment faire pour relancer la croissance et endiguer le chômage des jeunes ? Comment s'y prendre pour financer des projets d'infrastructures énergétiques, numériques ou routiers ? Le président de la Commission européenne espère, dans les trois ans qui viennent, drainer 315 milliards d'euros pour massivement investir dans ces différents projets. Parviendrons-nous, sans argent public ou presque, à convaincre les marchés du bien-fondé de la démarche ? Sommes-nous suffisamment attractifs ? Un investisseur, aujourd'hui, ne pourra que constater que la reprise américaine gagne en robustesse, mois après mois, quand les risques d'une nouvelle récession ou d'une période de stagnation prolongée augmentent dans une zone euro en perte de vitesse. Que regarde-t-il, cet investisseur ? L'état du système bancaire dans son ensemble, la situation des ménages et de l'immobilier, les marges des entreprises et le coût du travail, la souplesse de l'appareil productif et les efforts menés s'agissant de la recherche et du développement. Reconnaissons que nous pourrions souffrir, en la matière, d'une comparaison avec d'autres...

Bien sûr, un investisseur préférera toujours un pays où la chaîne de décision est courte, plutôt qu'une Union à vingt-huit, contrainte en outre par le Pacte de stabilité. Pour autant, reconnaissons que notre incapacité à nous réformer pèse sur notre situation d'ensemble. Les deux années à venir présentent un sombre profil : l'inflation est attendue, à seulement 0,7 % en 2015, la croissance à 1 %. Et les choses

ne devraient guère s'améliorer en 2016, le PIB ne progresserait plus que de 1,5 %, contre 1,9 % attendu auparavant. Au reste, les États de la zone vont emprunter plus de 900 milliards d'euros en 2015. Il est vrai qu'il devrait faire face, la même année, à près de 650 milliards d'euros de dette à rembourser. Le plus gros émetteur, l'Italie, est suivi de fort près par la France—second emprunteur de la zone euro—qui sera le seul pays à emprunter davantage en 2015 qu'en 2014... Une situation qui en dit long sur notre situation financière, et qui inquiète, quoi qu'en disent ceux qui nous gouvernent, les différentes agences de notation. De fait, si l'agence Fitch vient d'abaisser la note de la France ⁽¹⁾, c'est bien parce qu'elle estime que les faibles perspectives de croissance pèsent sur la consolidation des finances publiques, et la stabilisation du ratio de la dette. C'est souligner surtout que le programme de réformes lancé par l'exécutif ne paraît pas suffisant, et que nous ne pouvons nous en tenir au registre des promesses. Un observateur étranger attentif à nos mœurs, dirait, pour le moins, que notre crédibilité budgétaire est entamée...

II. LE TEMPS DE L'ÉCONOMIE N'EST PAS TOUJOURS LE TEMPS DU POLITIQUE

Et c'est bien ce que la Commission européenne a souligné en nous accordant un sursis que d'aucuns trouvent déshonorant pour le grand pays que nous avons été, et que nous sommes peut-être encore. Imagine-t-on que la France, qui vit naître le plan Schuman, soit ainsi mise sous étroite surveillance ? Imagine-t-on que nous allons devoir, timidement, tendre la main pour y recevoir quelques coups de règle, incapables que nous sommes de respecter objectifs et traités ? Il faut, en effet, l'imaginer car la France est déjà sous tutelle et l'injonction succèdera à l'amicale recommandation si nous continuons à piloter au fil de l'eau, en tenant un discours de rigueur, mais vide d'efforts. On l'oublie trop souvent : c'est bien parce qu'elle s'inquiète d'un déficit public permanent, et toujours non maîtrisé, d'une dette publique insoutenable et d'un manque criant de compétitivité que la Commission européenne nous admoneste ainsi, et non pour imposer un quelconque pouvoir à un État souverain. Il nous reste donc quelques mois pour répondre à cette amicale recommandation et planter enfin les premiers jalons d'une réforme d'envergure. Autrement dit, repousser l'âge de départ à la retraite et supprimer les régimes

spéciaux, diminuer le coût des services publics, ce qui passe par une réduction significative des effectifs et l'augmentation de la durée du travail des agents publics, supprimer les blocages du marché du travail, encourager, enfin, l'innovation et promouvoir l'esprit d'entreprise. L'histoire ne cesse de nous rappeler ce que nous devons à notre État. Aujourd'hui, il doit impérativement s'alléger, retrouver flexibilité, vigueur et compétitivité. On ne le répètera jamais assez : sans compétitivité du « *Minotaure* », pas de compétitivité des entreprises. Faut-il rappeler que selon le dernier palmarès établi par la Banque Mondiale, la France figure à la dernière place du classement européen, avec un niveau global des prélèvements fiscaux et sociaux de près de 67 % en 2013 ! ⁽²⁾. Comment, dans ces conditions, favoriser le risque et celui qui le prend, protéger cette culture de l'échange, ce besoin de créer et d'investir ? En vérité, l'entreprise s'éloigne peu à peu d'un territoire qui le tient à distance et qui s'en méfie. Et nous ne cessons d'en payer le prix s'agissant de l'emploi et du chômage. L'emploi salarié s'est contracté au troisième trimestre. L'industrie et le secteur de la construction payent, à cet égard, un lourd tribut qui témoigne d'une préoccupante dégradation de la situation. Quant au chômage, il ne cesse de progresser, gangrénant un tissu social déjà bien fragilisé. Au mois d'octobre, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas du tout travaillé, a augmenté de près de trente mille en métropole ⁽³⁾.

L'occasion de rappeler les grandes lignes du rapport sur « *les réformes, l'investissement et la croissance pour la France, l'Allemagne et l'Europe* », présenté par les deux économistes Jean Pisani-Ferry et Henrik Enderlein. Trois points méritent d'être soulignés : le premier rappelle que le modèle de la flexisécurité est un bon modèle qui peut et doit encore être amélioré. Le second souligne la nécessité de changer la règle d'indexation du Smic, en le faisant dépendre de la progression de la productivité dans l'économie. Il s'agit là, ni plus ni moins, que d'améliorer la compétitivité ; le troisième, affirme que la dépense publique doit être réduite, ce qui permettrait, bien sûr, d'alléger la pression sur le secteur productif. Malheureusement, le temps de l'économie n'est pas toujours le temps du politique. C'est dire que les ministres concernés, et singulièrement les ministres français, se sont empressés de calmer les ardeurs, et la rigueur annoncée... C'est l'honneur d'un politique de songer à l'intérêt général et non à sa réélection. Il en va de l'avenir d'un grand pays à la très longue histoire, qui doit désormais, choisir entre la réforme et le déclin.

⁽¹⁾ De AA+ à AA

⁽²⁾ 41 % en moyenne en Europe et 40,9 % dans le reste du monde

⁽³⁾ + 28 900

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr